



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 27 MAI 2024

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 21 mai 2024, le Conseil municipal s'est réuni le Lundi 27 mai 2024 à 19h00, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

PRESENTS = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Jean-Michel LEGRAND, Annie COLOMB, Radikah JUMMUN, Jean-Henri LAURENT, Sylvie CHARDEYRON, Olivier ROBIN, Nathalie TISSOT, Eric TRINQUET, Denis COLLET, Christophe BLANC, Suzy CASSAR, Bertrand BONNAMOUR, Brigitte LIMODIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Séverine DEBUS donne pouvoir à Olivier ROBIN

Nathalie ROMANET donne pouvoir à Jean-Pascal THOMASSET

Florence GAUTHIER donne pouvoir à Annick SERRE,

Umus PERRONE. Excusée

Absents non excusés :

Mihrican AVCI,

Thomas GIRARD.

Il est exposé aux membres du conseil Municipal que la mise en place de la nomenclature comptable M57 implique de fixer le mode de gestion des amortissements des immobilisations.

La mise en place de la nouvelle nomenclature comptable M57 a fait l'objet d'une délibération N°2022-66 en date du 14 novembre 2022.

Il convient en complément de fixer, conformément aux dispositions de l'article R.2321-1 du CGCT, les règles applicables aux amortissements de la commune.

La durée d'amortissement des immobilisations est fixée librement pour chaque catégorie de biens par le conseil municipal à l'exception :

- Des frais relatifs aux documents d'urbanisme qui sont amortis sur une durée maximale de 10 ans,
- Des frais d'études et des frais d'insertion non suivis de réalisation qui sont amortis sur une durée maximale de 5 ans,
- Des frais de recherche et de développement qui sont amortis sur une durée maximale de 5 ans,
- Des brevets qui sont amortis sur la durée du privilège dont ils bénéficient ou sur la durée effective de leur utilisation si elle est plus brève,
- Des subventions d'investissement versées qui sont amorties :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

- sur une durée maximale de 5 ans lorsqu'elles financent des biens mobiliers, du matériel ou des études ;
 - sur une durée maximale de 30 ans lorsqu'elles financent des biens immobiliers ou des installations ;
 - sur une durée maximale de 40 ans lorsqu'elles financent des projets d'infrastructures d'intérêt national.
- Les aides à l'investissement des entreprises ne relevant d'aucune de ces catégories sont amorties sur une durée maximale de 5 ans.

Pour les autres catégories de dépenses, la durée d'amortissement doit correspondre à la durée probable d'utilisation.

Aussi il est proposé, pour les autres catégories de dépenses non encadrées par la réglementation, de fixer les durées d'amortissement comme suit, qui correspondent aux durées habituelles d'utilisation :

La nomenclature M14, imposait un calcul des dotations aux amortissements en année pleine, au 1er janvier de l'exercice suivant la date de mise en service du bien, la dernière annuité courant jusqu'au 31 décembre de l'exercice même lorsque le bien est vendu en cours d'année.

La nomenclature M57 prévoit quant à elle que l'amortissement est calculé pour chaque catégorie d'immobilisations au prorata temporis.

L'amortissement débute à compter de la date de mise en service, d'entrée effective du bien dans le patrimoine de la collectivité ou de début de consommation des avantages économiques ou du potentiel de service qui sont attachés au bien.

La règle de l'amortissement au prorata temporis s'applique à toutes les immobilisations acquises à compter du 1^{er} janvier 2023, date de mise en œuvre de la M57 pour la commune de Nantua.

Cela signifie que les biens acquis antérieurement, même ceux dont la mise en service intervient en 2023, ne s'amortissent pas au prorata temporis.

Ainsi, les plans d'amortissement commencés suivant la nomenclature M14 se poursuivront, à titre dérogatoire, jusqu'à amortissement complet selon les modalités définies à l'origine.

Enfin, il est possible de justifier la mise en place d'un aménagement de la règle du prorata temporis pour les nouvelles immobilisations mises en service, au niveau de catégories d'immobilisations faisant l'objet d'un suivi globalisé à l'inventaire (biens acquis par lot, petit matériel ou outillage, fonds documentaires, biens de faible valeur...)

Aussi le Conseil Municipal doit se prononcer sur le seuil en dessous duquel les biens acquis par le syndicat seront considérés comme de faible valeur et feront l'objet d'un amortissement global annuel de 100 %. A ce titre, il est proposé de fixer ce seuil à 1000 €.

Envoyé en préfecture le 04/06/2024

Reçu en préfecture le 04/06/2024

Publié le

ID : 001-210102695-20240527-DR202435-DE

Berger
Levrault

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

ARTICLE IMPUTATION	BIENS OU CATEGORIES DE BIENS AMORTIS	EXEMPLES	DUREE AMORTISST (en années)
202	Documents d'urbanisme et numérisation de cadastre		10
2031	Frais d'études (non suivis de travaux)		5
2032	Frais de recherche et de développement		5
2033	Frais d'insertion (non suivis de travaux)		5
204111 à 204421	Subventions d'équipements versées pour le financement de biens mobiliers matériels ou d'études		5
204112 à 204422	Subventions d'équipements versées pour le financement de bâtiments et d'installations		20
2051	Concessions et droits similaires	logiciels, site internet	3
2088	Autres immobilisations incorporelles	droit au bail, frais de servitude	5
2121	Plantation arbres et arbustes		15
2128	Autres agencements et aménagement de terrains	Clôture, remblai, mise en forme de terrain	15
21316	Equipements de cimetière	colombarium ,ossuaire	15
2135	Aménagements des constructions	construction et travaux sur bâtiments	20

2138	Autres constructions	bâtiments légers, abris	10
2151	Réseaux de voirie	Travaux de voirie , trottoirs etc..	20
2152	Installations de voirie	panneaux signalisation, barrières, lampadaires	15
21533	Réseaux câblés	Fibre	10
21538	Autres réseaux	Eaux pluviales	30
21568	Matériel et outillage d'incendie et de défense civile	extincteurs, matériel spécifique de police	5
21571	Matériel et outillage de voirie-matériel roulant	Balayeuse, mini-pelle, tondeuse autoportée	10
21578	Autres matériels et outillages de voirie	Gros matériel : remorque, bétonnière	10
		Petit matériel : débroussailleuse ,souffleur	3
2158	Autres installations et outillages techniques	Perçuses , compresseurs, échaffaudage etc...	5
2181	Installations générales , agencements et aménagements divers	Aménagement intérieur des locaux: cloisons , ouverture etc...	10
2182	Matériels de transport	Véhicules 2 roues	5
		véhicules tourisme et petits utilitaires	7
		gros utilitaires (trafic)	10

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois à compter de la date la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction de la réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Envoyé en préfecture le 04/06/2024

Reçu en préfecture le 04/06/2024

Publié le

ID: 001-210102695-20240527-DR202435-DE

Berger
Levrault

		poids lourds	15
2183	Matériel informatique		5
2184	Matériel de bureau et mobilier		10
2185	Matériel de téléphonie		5
2188	Autres immobilisations corporelles	Mobilier urbain : bancs, corbeilles	10
		Matériel audio , hifi, vidéo ,gros électro ménager	5
		Armoire forte , coffre fort	20
		Aires de jeux , matériel et équipements sportifs	10

Cela étant exposé, il est demandé au Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES PRÉSENTS :

- **ANNULE** l'ensemble des délibérations antérieures fixant les durées d'amortissement
- **FIXE** les durées d'amortissement telles que présentées dans le tableau ci-dessus
- **APPROUVE** l'application de la méthode de l'amortissement linéaire prorata temporis à compter de la date de mise en service pour tous les biens acquis à compter du 1er janvier 2023 date de mise œuvre de la M57
- **PRÉCISE** que les biens dont les amortissements ont débuté avant cette date conserveront les cadences d'amortissement précédemment votées jusqu'à extinction de leur tableau d'amortissement
- **FIXE** à 1 000€ TTC le seuil des biens de faible valeur, en dessous duquel l'amortissement sera pratiqué sur l'année au cours de l'exercice suivant leur acquisition. Ces biens seront sortis de l'actif et de l'inventaire comptable, dès qu'ils seront intégralement amortis, soit au 31 décembre de l'année suivant l'acquisition

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après dépôt
en Sous-préfecture de Nantua le
Publication ou affichage le
Jean-Pascal THOMASSET
Maire de Nantua

Le Maire,
Jean-Pascal THOMASSET



Envoyé en préfecture le 04/06/2024
Reçu en préfecture le 04/06/2024
Publié le
ID : 001-210102695-20240527-DR202435-DE



Le Secrétaire de séance,
Suzy CASSAR

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.